

Un traité transatlantique dangereux



Le débat est ouvert sur le traité transatlantique (TTIP, pour "Transatlantic trade & investment partnership"), qui doit instaurer une forme de marché commun entre l'Europe et les États-Unis. Toutes les organisations patronales y sont favorables. Toutes ? Non ! L'UCM et la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA) s'opposent au projet. Notre conseil d'administration en a débattu et c'est à l'unanimité qu'il a estimé que les PME wallonnes et bruxelloises n'ont rien à gagner de ce traité. Au contraire, dans sa forme actuelle, il présente des dangers.

Bien sûr, il faut encourager nos entreprises à exporter. Elles le font beaucoup ; elles pourraient sans doute le faire davantage. La priorité, énorme, est d'exploiter le marché européen. Nous avons vingt-huit pays où la libre circulation des biens est garantie, dont dix-neuf partagent la même monnaie. Rien que la zone euro représente plus de 340 millions de consommateurs. C'est évidemment cette porte ouverte qu'il faut franchir.

Une PME wallonne compte en moyenne neuf personnes. Avec l'aide de l'Awex (Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers), elle peut assez facilement s'intéresser au marché italien, finlandais ou slovaque, sans même parler des pays voisins. Aller aux États-Unis pose des problèmes de distance, de traduction et comporte des risques juridiques et culturels bien plus importants.

Il est logique que la FWA soit opposée à un marché unique transatlantique en alimentation. Il serait naïf de croire que la redoutable Food and Drug administration va modifier ses standards pour accepter des produits du terroir européen. À l'inverse, le traité semble mettre tout en place pour que les viandes aux hormones, irradiées ou traitées à la Javel, pour que les céréales et autres produits génétiquement modifiés trouvent leur place dans nos supermarchés.

De la même manière, la concurrence n'est pas équitable entre une PME wallonne et une PME américaine. La seconde a des charges administratives minimales, bénéficie d'un coût de l'énergie très bas et de règles sociales qui lui permettent d'engager et de licencier quasiment à volonté du personnel bon marché.

Nous ne voulons pas de protectionnisme, ni de retour en arrière. Une spin-off wallonne high-tech doit pouvoir aller demain comme aujourd'hui sur le marché américain : le soutien nécessaire existe. Une société US doit pouvoir, demain comme aujourd'hui, investir en Wallonie ou à Bruxelles. Mais pas racheter nos entreprises et déplacer les centres de décision.

Nous pensons que l'Europe et les États-Unis doivent être des partenaires économiques et cela suppose de maintenir des règles du jeu. Dans les circonstances actuelles, un marché unique risque de transformer nos pays en une colonie économique des Américains. C'est un jeu de dupes.

Philippe Godfroid,

président UCM

Source: <http://www.unionetactions.be/Edition-du-journal/2015/126-29-05-2015/Un-traite-transatlantique-dangereux>